

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHONE

COMMUNE DE MOLLEGES
1, place de l'hôtel de ville
13940 Mollégès

Tél : 04.90.95.03.51
Fax : 04.90.95.10.81
Mail : accueil@molleges.fr
police@molleges.fr

ARRETE DE POLICE DE LA CIRCULATION
(BATTAGLINO DECONSTRUCTION)

Le Maire de Mollégès,

- Vu la loi N° 82-213 du 2 mars 82 sur les droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 ;
- Vu le code de la Route et notamment les articles L411-1 à L411-7 ; R 411-2 à R 411-5, R411-8, R411-25 à R411-28, R414-14 ;
- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2213-1 à L2213-6.1 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 24 novembre 1965 relatif à la signalisation routière et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Vu l'arrêté de la Préfecture des Bouches-du-Rhône N°2012297-0004 en date du 04 octobre 2012 portant réglementation des bruits de voisinage dans le département ;
- Vu la demande en date du 15 janvier 2026, présentée par l'entreprise BATTAGLINO DECONSTRUCTION, représentée par monsieur SABOT David, en vue de réaliser des travaux de dépose du réseau aérien HTA et des poteaux pour le compte d'ENEDIS, sur la commune de MOLLEGES, hors agglomération.

CONSIDERANT la gêne à la circulation qui peut en résulter dans les deux sens,
CONSIDERANT la nécessité de sécuriser la zone de travaux,

ARRETE

Article 1 : Objet de la demande – Afin de permettre la réalisation de travaux de dépose du réseau aérien HTA et des poteaux pour le compte d'ENEDIS, sur la commune de MOLLEGES, hors agglomération, notamment :
sur le chemin du moulin à vent (entre le l'intersection avec le chemin du mas Robin et celle avec le chemin du mas de Crau),
sur le chemin de Poupaille, au niveau de l'intersection avec le chemin du mas de Crau,
sur le chemin du mas de Robin aux abords du N°1066,
la circulation sera provisoirement réglementée sur ces axes pendant la durée des travaux.

Article 2 : Règlementation – Pendant la durée des travaux :
- vu l'empêchement nécessaire sur la chaussée, le stationnement et le dépassement seront interdits sur la zone de travaux,
- la vitesse y sera limitée à 30 km/ heure,
- la circulation sera alternée manuellement.

Article 3 : Durée de la réglementation – Les dispositions du présent arrêté seront applicables sur une période de 25 jours calendaires, de 7 heures à 20 heures, à compter du 02 février 2026.

Article 4 : Signalisation – La mise en place, pose et enlèvement de la signalisation provisoire seront exécutés par l'entreprise BATTAGLINO DECONSTRUCTION. Les frais de cette signalisation seront à la charge de l'entreprise. La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur.

Article 5 : Responsabilité du pétitionnaire – La responsabilité du pétitionnaire sera substituée à celle de la commune si celle-ci venait à être recherchée pour tout accident qui serait la conséquence du non-respect de la présente réglementation.

Article 6 : Prescriptions diverses La chaussée sera rendue propre et libre à la circulation entre les heures de chantier. A l'issue des travaux, la chaussée sera restaurée dans son état initial (chaussée, matériaux, technique).

Article 7 : Infractions – Les infractions aux dispositions qui précèdent seront constatées par des procès verbaux et les contrevenants seront poursuivis.

Article 8 : Responsabilité des usagers – Les usagers devront se conformer strictement à la signalisation en place ainsi qu'aux instructions qui pourraient leur être données sur place par les agents chargés du service d'ordre. Ils seront déclarés entièrement responsables dans le cas ou des accidents viendraient à se produire par suite de non-observation du présent arrêté.

Article 9 : Affichage – il appartient au pétitionnaire d'afficher à la vue du public le présent arrêté aux extrémités du chantier et pendant toute la durée de celui-ci.

Article 10: Recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux :
Soit par voie de recours gracieux formé auprès de madame le Maire de la commune de MOLLEGES,

Soit devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 11: Madame le Maire, le Policier Municipal, Les Services Techniques et la Gendarmerie d'Orgon territorialement compétente, seront chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie conformément à la réglementation.

Article 12 :
Ampliation du présent arrêté sera transmise à :
La Police Municipale de MOLLEGES,
Monsieur le Directeur de l'entreprise BATTAGLINO DECONSTRUCTION.

A Mollégès le 16 janvier 2026

Corinne CHABAUD
Maire de Mollégès

